



De victime à bête sauvage, le loup – immortalisé ici en 2015 au zoo des Marécottes – polarise toujours autant les politiques et l'opinion publique. CHRISTIAN HOFMANN/A

Les débats sur le loup toujours aussi incisifs

TABLE RONDE La cohabitation avec le loup polarise l'opinion publique. Vendredi soir, les jeunesses socialistes et verts du canton y ont consacré un débat-conférence dans la salle du Grand Conseil de Sion.

PAR NOEMIE.FOURNIER@LENOUVELLISTE.CH

Décidément, le loup ne laisse personne indifférent. De victime à monstre, il polarise le politique autant que l'opinion publique. Vendredi soir à Sion, la salle du Grand Conseil affichait quasi complet pour une conférence suivie d'un débat organisé par les jeunesses socialistes et vertes valaisannes. Comme à son accoutumée, le loup a divisé les intervenants, sans partage ni concession. Retour sur les principaux désaccords avancés vendredi soir.

COHABITER AVEC LE LOUP: ENTRE POUVOIR ET VOULOIR

Au sujet du loup, deux écoles s'opposent. Celle qui estime que l'animal, qui avait disparu de nos terres à la fin du XIXe siècle, est revenu de manière naturelle et celle qui considère que son retour a été forcé par l'homme. Aujourd'hui, dans tous les cas, le loup est là. Mais l'origine de sa réapparition conditionne son acceptation autant que le rôle qu'on

“
A chaque nouvelle attaque, de nouvelles mesures. C'est une fuite en avant.”

VINCENT ROTEN
PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION
VALAISANNE DES PRODUCTEURS
DE BÉTAIL

veut bien lui attribuer. «Il permet de réguler la faune», présente, par exemple, François Biollaz, biologiste de Fauna VS. «En cela, chasseurs et prédateurs peuvent collaborer.» Un argument que Vincent Roten, président de l'Association valaisanne des producteurs de bétail, peine à entendre. «Je suis moins concerné par la faune sauvage que par le bétail. C'est la proximité entre le loup et les animaux de rente qui est problématique.» Si le loup, responsable de 0,2% des pertes de bétail, s'avère moins meurtrier que le dérochage des bêtes ou les mala-

dies, Vincent Roten juge ces situations incomparables. «Nous sommes d'accord de vivre avec les chutes et les maladies. Pas avec le loup. C'est une pression supplémentaire sur les épaules des éleveurs, pression qui sort de nulle part et qui pourrait être évitée.»

UNE PROTECTION DES TROUPEAUX INSUFFISANTE?

Dans ce contexte, les mesures de protection des troupeaux ne sont-elles pas suffisantes? «Le risque zéro n'existe pas», concède Barbara Lanthemann, présidente du PSVR. «Mais le loup est bien souvent le bouc émissaire, responsable de tous les maux des éleveurs alors que des mesures de protection fiables existent.» Une affirmation confirmée par Peter Scheibler, chef du Service cantonal de la chasse. «Le canton a mis en place de bonnes mesures.» Il nuance toutefois ses propos par le fait que ces mesures de protections sont entièrement à la charge des éleveurs. «Si l'on

“
Il faut sortir du débat émotionnel et profiter du changement de mentalité.”

BARBARA LANTHEMANN
PRÉSIDENT DU PSVR

dit oui au loup, il faut aussi dire oui aux frais qu'il entraîne.» Coûteuses, les mesures sont surtout jugées inefficaces par Vincent Roten. «Elles ne suffisent pas et je ne peux pas m'asseoir à côté de mon bétail 24 heures sur 24 ou le rentrer tous les soirs. A chaque nouvelle attaque, on érige de nouvelles mesures. Cette fuite en avant n'est pas viable pour les éleveurs.»

L'INITIATIVE QUI VEUT LIMITER LE LOUP ET INTERDIRE L'OURS

En janvier dernier, l'initiative «Pour un Valais sans grand prédateur», était déposée à la Chancellerie cantonale par le

«Une peur du loup excessive», selon le professeur Raphaël Arlettaz

Le loup a-t-il sa place en Valais? Pour Raphaël Arlettaz, qui a donné une conférence en préambule du débat, la réponse ne fait aucun doute écologiquement. Du point de vue psychologique, c'est un tout autre débat. «La tolérance de la population dépend de la proximité géographique et de la perception du loup en tant que danger pour l'intégrité physique», a-t-il expliqué. Il regrette que l'image mythologique et monstrueuse du loup lui colle encore à la peau. «Cette peur atavique est excessive. Les autorités doivent faire attention à la manière dont elles communiquent pour empêcher qu'on ne colporte ces mythes.» Selon lui, l'attitude de certains chasseurs est problématique. «Ils croient que les prédateurs vont faire disparaître leurs proies. Mais s'ils le faisaient, ils se sacrifieraient eux-mêmes. Il faut comprendre que les grands prédateurs font partie de notre patrimoine.» **NOF**

PDC du Haut et le Parti chrétien-social du Haut. Les opposants condamnent toutefois ce genre de mesures drastiques. «Il ne faut pas prendre les tirs à la légère, mais se fonder sur des bases scientifiques solides», souligne François Biollaz. Membre du comité d'initiative, Alex Schwestermann espère, quant à lui, que le peuple pourra se prononcer sur le sujet au printemps prochain. «Il faut limiter la présence des grands prédateurs et interdire l'introduction volontaire de l'ours.» Ours qui, selon Barbara Lan-

themann, sera plus difficile à transporter dans un coffre de voiture que le loup. En riant, elle propose de sortir du débat émotionnel. «Nous assistons à un changement de mentalité. Les gens ont moins peur du loup à nous d'en profiter.» En face, les opposants au loup ne sont pas convaincus. Ils assurent que la population vivant à proximité du loup n'est pas prête à collaborer. Au terme du débat, les territoires restent indubitablement marqués et les avis, toujours aussi tranchés.